

Institut du Monde arabe, 19 janvier

Voici le texte de l'intervention de Mgr Maroun Lahham, archevêque de Tunis et vicaire patriarcal d'Amman, lors de l'important colloque organisé par Chrétiens de la Méditerranée à l'Institut du monde arabe le 19 janvier 2013, sur le thème "Entre citoyenneté et religion, où en sont les révolutions égyptiennes et tunisiennes ?"

Le rôle des religions dans l'évolution des sociétés arabes

Le rôle et la place de la religion dans les sociétés en général et dans le monde politique en particulier est une question vieille comme le monde. Depuis l'édit de Milan en 313, la relation entre ces deux « mondes », c'est-à-dire le politique et le religieux a connu des variations infinies : soumission du religieux au politique, soumission du politique au religieux, séparation nette et presque négative (la loi de 1905), séparation plus souple (pays anglophones et germanophones). Actuellement, du côté religieux chrétien, Vatican II parle d'« indépendance mutuelle et de saine collaboration » (GS76) et du côté politique européen on parle de « laïcité positive ». Le temps arrondit les pointes des idéologies.

Mais ce cadre qui semble être assez équilibré ne s'applique pas au monde arabe. D'abord, les sociétés ne sont pas les mêmes, mais surtout le rôle du religieux dans le politique et le social n'est pas le même. La religion, ou plutôt le fait religieux, a toujours eu, et il continue à avoir, un rôle dans l'évolution des sociétés arabes. Je ne m'arrête pas au passé, parce que le thème qui nous intéresse a une forte référence au présent, à ce qu'on appelle désormais « le printemps arabe », et surtout aux nouveaux régimes politiques qui en ont pris le relais, régimes de couleur musulmane ou régimes musulmans tout court avec des fractions salafistes.

Un premier point à noter est que les sociétés arabes, musulmanes ou chrétiennes, sont des sociétés à forte matrice religieuse. Le référent religieux est naturel et il fait partie de la vie des individus comme des sociétés. Il faut bien tenir compte de cela si on veut comprendre ce qui se passe actuellement dans le monde arabe.

D'un autre côté, on se souvient que le fait religieux, musulman en l'occurrence, était totalement absent pendant les manifestations des jeunes et des moins jeunes dans les mouvements récents en Tunisie, en Égypte, en Lybie, au Yémen, au Bahreïn et en Syrie. Ces mouvements étaient de couleur sociale, politique et humaine. C'est dû aussi au fait que le fait religieux dans ces pays n'était pas sujet à contestation; le fait religieux arabe est tranquille, même si les degrés d'appartenance et de pratique religieuse varient d'un pays à l'autre (l'islam tunisien n'est pas l'islam égyptien par exemple).

Les mouvements du printemps arabes étaient spontanés, sans structure politique préalable, sans idéologie, sans véritables leaders charismatiques, et avec cela ils ont pu renverser des régimes politiques assez durs et qui duraient depuis 20, 30 ou 40 ans.

Les mouvements religieux islamiques (et la politique internationale, mais c'est un autre sujet), ont pris le train en marche, ils sont arrivés au pouvoir avec des élections libres et démocratiques, et ils ont commencé à avoir un rôle de premier plan dans l'évolution des sociétés arabes. Nous en reparlerons. Je pense qu'il ne faut pas s'étonner de cette montée de l'Islam et de l'islamisme ni de leur « victoire » politique. Voici pourquoi :

+ D'abord, et on le répète jamais assez –surtout pour des occidentaux –, la religion est un élément constitutif dans la vie des personnes et des sociétés arabes.

+ Dans les pays qui ont connu le printemps arabes, les régimes politiques ne permettaient l'existence d'aucun parti sérieux d'opposition. La Tunisie par exemple avait quelques partis d'opposition, tout comme l'Égypte, mais c'était de la façade.

+ Par contre, les partis islamistes existaient bel et bien, sauf en Lybie (et c'est pourquoi – entre parenthèses – ils n'ont pas gagné les élections même si les Libyens sont musulmans à 100%). Ces partis étaient opprimés, persécutés, mis en prison, mais ils étaient là, bien organisés et bien structurés. La persécution n'a fait que leur donner plus de fermeté et plus de volonté pour résister et pour survivre.

+ Une fois les « opprimants » disparus, ils se sont trouvés tous seuls à occuper la scène politique. Ils étaient organisés, bien structurés et ils avaient des programmes sociaux et religieux assez bien définis, ce qui n'était pas le cas pour les programmes économiques et politiques. De cela aussi nous parlerons plus tard. Certes des dizaines de nouveaux partis politiques ont vu le jour avant les élections (plus de 120 en Tunisie), mais c'étaient des nouveaux nés sans aucun programme et sans aucune expérience politique ; et ils ont éparpillé des voix et permis indirectement au parti Nahda (parti politique tunisien à référence religieuse) d'avoir une victoire relativement facile.

Passés de l'opposition au gouvernement, les partis religieux se sont vus obligés de parler économie et politique, sans toutefois renoncer au désir (volonté ?) de changer la société et de la faire « évoluer » dans une direction islamisante. Certes, ils ne le disent pas, ils s'en défendent même, mais les exemples sont nombreux : tentative – avortée – d'introduire le Chari'a dans la nouvelle Constitution tunisienne, ligne plus stricte dans l'observation de jeûne du Ramadan, voile islamique partiel et intégral, discours politique dans les mosquées, ballons d'essai pour re-introduire la polygamie, faire des hôtels Halal et des hôtels Haram, changer la loi de l'adoption en loi de garantie, introduire le voile intégral dans les universités.... Sans parler des slogans comme : « l'Islam est la solution », « je veux être régi par la Loi de Dieu » (Charia), « une bonne musulmane est une musulmane voilée » etc.

Ceci dit, la présence des régimes musulmans ou islamistes au sommet du pouvoir est juridiquement légitime et incontestable. C'est un fait absolument nouveau. Et en cela il y a une leçon pour l'Occident et une autre pour les partis musulmans eux-mêmes.

- Pour l'Occident : Le Moyen Orient, et les pays arabes en général, ne sont plus les mêmes, et un retour en arrière est impensable. La rue arabe a explosé, et alors que les peuples arabes avaient toujours peur de leurs dirigeants, actuellement ce sont les dirigeants qui ont peur de leurs peuples. Ce changement est d'une importance extrême, et je ne sais pas si l'Occident en mesure toute la portée. Il n'est plus possible, ni permis de traiter avec des dirigeants arabes despotes, de fermer les yeux sur la violation des droits de l'homme sous prétexte de protéger ses propres frontières contre l'immigration illicite ou d'arrêter l'avancée des partis islamistes. Les pays arabes sont des pays à grande majorité musulmane, et l'Occident doit changer de ligne de conduite et traiter avec cette nouvelle réalité.

- Pour les pays arabes qui choisissent d'être gouvernés par un Islam politique, ils doivent savoir que l'Islam politique est modéré ou il n'a aucune chance de réussir. Aucun pays, arabe ou non, ne peut plus vivre dans un « ghetto » religieux ou politique. Je donne un seul exemple : l'Islam politique doit traiter avec des banques à intérêt ce qui n'est pas permis dans un Islam rigide, régi par la Chari'a.

Avec un Occident qui accepte les nouvelles règles du jeu politique, et avec un Islam politique arabe ouvert et modéré, la vie devient possible.

Je repose la question : Est-ce que le religieux, tel qu'il se présente aujourd'hui ou tel qu'il se présentera demain dans plusieurs pays arabes, peut changer les sociétés arabes, et quel rôle a-t-il dans leur évolution ? Je me permets d'esquisser une réponse.

- Tout d'abord, je sais que le temps des prophètes est révolu. Ce que je dis sont des idées qui n'engagent que moi-même.

- Le fait religieux peut réussir à changer ou à faire évoluer les sociétés arabes:

S'il adopte une position claire et tranchée face aux mouvements salafistes qui ont fait leur apparition officielle dans les pays du printemps arabe en même temps que les partis islamiques. Or, ce n'est pas le cas des partis au gouvernement en Tunisie et en Égypte. On constate dans ces pays une certaine complicité entre le pouvoir et les salafistes : Un laisser faire, des positions molles, des condamnations gentilles. Dernièrement, les positions deviennent plus nettes, et j'espère que la raison ne soit pas seulement les prochaines élections de juin 2013 en Tunisie.

S'il (l'Islam politique) adopte une politique démocratique qui garantit les droits de l'homme et les libertés qui en découlent, à commencer par la réciprocité et la liberté de conscience, et pas seulement la liberté de culte. C'est un point qui trouve encore beaucoup de résistance du côté musulman parce qu'il va contre l'interprétation littérale du Coran. Là aussi, c'est un grand chapitre pour lequel on doit, tôt ou tard, trouver une solution.

S'il accepte le jeu politique démocratique y compris l'attribution du pouvoir. Le Hamas à Gaza, qui retarde les élections sine die par peur de perdre, est un exemple qui donne à réfléchir.

S'il arrive à offrir au peuple un programme économique valide. Car, même si les peuples arabes sont musulmans dans leurs gènes, leur premier besoin reste celui de vivre (primum vivere deinde philosophare) et de travailler.

S'il réussit à offrir à l'Occident un programme politique sérieux et sortir – tout comme l'Occident – du complexe historique Orient/ Occident, Croisades/Colonialisme, islamisation de l'Europe/ évangélisation de l'Islam etc. Une purification de la mémoire est obligatoire des deux côtés pour arriver à des relations sereines entre ces deux mondes.

Et si cela n'arrive pas ? Si cela n'arrive pas, les partis à tendance islamique auront eu leur chance. Et puisque tout le monde parle de liberté et de démocratie – ce qui est déjà énorme pour les pays arabes et pour les partis religieux eux-mêmes – il faudra donner la même chance à d'autres partis. Le parti qui saura gouverner les pays arabes et faire évoluer les sociétés arabes vers le mieux sera le parti pour lequel des centaines de jeunes ont sacrifié leur jeunesse et leur vie.

+ Maroun Lahham

Maroun Lahham, de son nom complet *Maroun Elias Nimeh Lahham*, né le 20 juillet 1948 à Irbed (Jordanie), est le premier archevêque de Tunis depuis 2010, après en avoir été évêque pendant plus de

quatre ans. Le 24 juin 1972, il est ordonné prêtre de Jérusalem. Il devient par la suite fidei donum à Dubaï puis vicaire et curé en Jordanie. En 1992, il reçoit son doctorat en théologie pastorale et catéchèse à l'Université pontificale du Latran. En 1994, il est promu recteur du séminaire latin de Beit Jala. Le 8 septembre 2005, il est nommé évêque de Tunis par le pape Benoît XVI ; il est officiellement ordonné le 2 octobre dans l'église paroissiale de Beit Jala par le patriarche latin de Jérusalem Michel Sabbah. Le 22 mai 2010, le pape Benoît XVI élève le diocèse de Tunis en archidiocèse, et donne à Mgr Lahham le titre d'archevêque de Tunis. Moins de deux ans plus tard, le 19 janvier 2012, il est rappelé au Moyen-Orient où il devient auxiliaire et vicaire du patriarche latin de Jérusalem pour la Jordanie. Il reçoit alors le titre d'évêque titulaire de Medaba et conservant, à titre personnel, la dignité d'archevêque.